

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS**

N°2022- 053 -DEL

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

Conseillers en exercices : 23

Publication le :

13/07/2022

Quorum : 12

Conseillers présents : 18

GUIONIE Christelle, NOUVEL Philippe, SAHRAOUI Marc, DRIOT Catherine, MAS François, DELAGE Angélique, ARGELES Serge, CHOUIT Benachir, DRUART Jérôme, EYMERIE Gaëlle, GOLFIER Philippe, LAPALU Isabelle, LAULHAU Hervé, LOUART Michèle, MARLEE Serge, MARTI Lucette, TOULOUSE Brigitte, GINOUX Gilles

Conseillers représentés : 3

BELTRAMI Bruno par LAULHAU Hervé, BRAIT Bénédicte par GOLFIER Philippe, ESCARMANT Jean Marc par TOULOUSE Brigitte

Conseillers absents : 2

DELINEAU Nadia, SELLIER DE BRUGIERE Sophie

Suffrages exprimés : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

Secrétaire de séance : Serge ARGELES

**DELIBERATION AUTORISANT LA SIGNATURE DE LA CONVENTION FINANCIERE DU
PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE**

EXPOSE DES MOTIFS :

Il est rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2022, la commune est engagée dans le cadre du Programme de Réussite Educative (P.R.E.) avec l'Etat, après analyse des signes de fragilités éducatives rencontrées par les enfants âgés de 3 à 11 ans, résident dans le Quartier Politique de la Ville Sainte-Foy-la-Grande/Pineuilh.

Ce programme permet notamment de proposer un accompagnement individuel et un appui à la fonction parentale pour les plus fragiles d'entre eux. Les actions proposées visent à surmonter ou atténuer les obstacles sociaux, familiaux, psychologiques, sanitaires et/ou scolaires qui freinent la réussite scolaire et éducative du jeune concerné. Cet accompagnement en forte proximité avec l'enfant et sa famille permet d'offrir un suivi global et personnalisé.

Le C.C.A.S. de Sainte-Foy-la-Grande a donc recruté une coordinatrice du P.R.E. le 10 janvier dernier, et la commune s'est engagée à flécher 5 000 € sur deux ans pour permettre au P.R.E. de fonctionner. En retour, l'Etat s'engage à subventionner le dispositif à hauteur de 25 000 €.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS**

N°2022- 053 -DEL

La convention qu'il est demandé au Conseil d'approuver vise à formaliser cet engagement.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales qui fonde la compétence du Conseil Municipal pour réaliser les demandes de subvention ;

Vu la délibération N°2021120904 en date du 9/12/2021 du C.C.A.S de Sainte-Foy-la-Grande portant création d'un emploi de coordinateur du C.C.A.S. et du Programme de Réussite Educative ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR
DELIBERE A L'UNANIMITE,**

DECIDE

Article 1^{er} : D'approuver la signature de la convention financière telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 : D'habiliter Madame le Maire à demander une subvention de 25 000 € auprès de l'Etat pour la réalisation de ce projet.

Article 3 : D'habiliter Madame le Maire à engager toutes les démarches nécessaires à la réalisation de ce projet, à signer tout acte juridique et à encaisser les subventions au nom de la commune.

Fait à Sainte Foy la Grande, le 11/07/2022

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 12/07/2022

Christelle GUIONIE,
Maire,



Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.



CONVENTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE
SAINTE FOY LA GRANDE
2022

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, article 128 ;

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré modifié;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU la circulaire de la DIV du 14 février 2006 relative à la mise en œuvre des programmes de réussite éducative ;

VU l'instruction interministérielle Éducation Nationale et Ville du 10 octobre 2016 relative aux programmes de réussite éducative ;

VU la circulaire du 4 avril 2002 relative aux règles d'utilisation des crédits concourant à la mise en œuvre de la politique de la ville ;

VU la loi de finances initiale pour 2021 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances ;

VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE

La Préfète du département de la Gironde

agissant au nom de l'État d'une part,

ET

La commune de **Sainte Foy la Grande** représentée par son Maire GUIONIE Christelle, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal N°2022-049-DEL en date du 11 juillet 2022 d'autre part,

ARTICLE I : Objet de la convention

Elle a pour objet de permettre à l'État et à la commune de Sainte Foy la Grande ainsi qu'à leurs partenaires locaux, de poursuivre l'action menée en matière de veille éducative et de s'attacher à la mise en place d'un projet de réussite éducative sur les territoires mentionnés ci-après et dont les principaux objectifs sont :

Identifier les enfants présentant des difficultés et établir un diagnostic de chaque situation.

Proposer à la famille et à l'enfant un parcours individuel de réussite éducative en lien avec les partenaires locaux.

Etablir un suivi de l'évolution de l'enfant en lien avec la famille en évaluant les effets du dispositif en terme de réussite scolaire et mieux être global.

Territoires :

Quartier Prioritaire Bourg de Sainte Foy la Grande-Pineuilh

Publics ciblés :

Enfants en difficulté de 3 à 11 ans qui présentent des signes de fragilité (scolaires, de comportement) en prenant en compte leurs difficultés, leurs potentialités et leur environnement dans sa globalité.

ARTICLE II : Modalités d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet de réussite éducative local

La commune de Sainte Foy la Grande s'engage à mettre en place un conseil consultatif de réussite éducative qui se réunit au moins deux fois par an. Il est composé du :

- Maire,
- Président du Conseil Départemental, ou de son représentant,
- Directeur académique des services de l'Éducation nationale, ou de son représentant,

- de deux représentants de l'État, désignés par le Préfet,
- un médecin désigné par le Directeur départemental des affaires Sanitaires et sociales,
- Président de la CAF, ou de son représentant,
- un directeur d'école désigné par l'Inspecteur d'Académie,
- un chef d'établissement du second degré désigné par l'Inspecteur d'Académie,
- un représentant des parents d'élèves siégeant dans les conseils d'écoles désigné par l'Inspecteur d'Académie,
- un représentant des parents d'élèves siégeant dans les conseils d'administration des établissements du second degré désigné par l'Inspecteur d'Académie,
- à leur demande, un représentant des associations œuvrant dans les domaines éducatifs, périscolaire, culturel, social ou sanitaire, désigné par le Maire.

Ce conseil consultatif est compétent pour donner un avis sur toutes les questions relatives au projet de réussite éducative et veille à l'articulation du P.R.E. local avec la démarche de veille éducative.

Le conseil consultatif propose la répartition des crédits affectés au PRE local, veille à leur bonne imputation, vérifie la bonne exécution budgétaire et comptable des engagements et évalue les résultats des actions menées.

ARTICLE III : Participation financière de l'État

Pour la réalisation de l'action visée à l'article 1, l'État alloue à la ville de Sainte Foy la Grande une subvention de **25.000 €** au titre de l'année 2022, versée en une seule fois dès signature de la convention. La participation financière de l'État s'éteindra avec la sortie de la géographie prioritaire du territoire cité à l'article 1.

La commune de Sainte Foy la Grande s'engage à participer au financement du PRE à hauteur de **5 000 €**.

Cette subvention est imputée sur le programme 147

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Trésorier Payeur Général du département de la Gironde.

Le paiement de la subvention sera effectué auprès de M. le trésorier du CCAS de la commune de Sainte Foy la Grande.

Banque	Agence	N° de compte	Clé
30001	00466	G3370000000	50

ARTICLE IV : Suivi et contrôle de la convention

Le maire de la commune de Sainte Foy la Grande s'engage à associer les services de l'État au suivi et à l'évaluation de l'action désignée dans cette convention et à adresser au Préfet un rapport d'activité annuel et des tableaux de bord comportant la grille des indicateurs de résultats.

La commune s'engage à faciliter le contrôle par l'administration de la réalisation des actions, notamment par l'accès à tous les documents administratifs et comptables utiles à cette fin. Un contrôle éventuellement sur place peut être réalisé par l'administration, qui a pour objet d'apprécier les conditions de réalisation des objectifs ou des actions auxquelles l'État a apporté son concours, d'un point de vue qualitatif et quantitatif. Le bilan de ce contrôle, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion des actions par les différents opérateurs, est communiqué à la commune.

ARTICLE V : Reversement, résiliation

- En cas de non-exécution dans les délais prévus ou d'exécution partielle des actions visées à l'article I de la présente convention, l'administration se réserve le droit, après mise en demeure formulée par lettre recommandée avec accusé de réception au cosignataire de la convention et demeurée sans effet, le droit d'annuler ou de réduire le montant de la subvention à due concurrence du montant estimé des prestations non réalisées.

- Au cas où les contrôles prévus à l'article IV feraient apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou ont été utilisées à des fins autres que celles mentionnées à l'article I, l'administration exigera le reversement des sommes indûment perçues par le titulaire de la subvention.

- Le reversement total ou partiel de la subvention ou l'interruption de son versement peut être décidé par l'administration à la demande du titulaire lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action engagée et sollicite la résiliation de la convention.

ARTICLE VI : Responsabilité

L'aide financière apportée par l'État à l'action ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant intervenir en cours d'exécution.